



NICARAGUA
LUXEMBOURG

Coopération au développement



Contenu

04	LE NICARAGUA, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU NICARAGUA
08	CHIFFRES
10	COOPÉRATION BILATÉRALE
15	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
16	SOCIÉTÉ CIVILE
17	COOPÉRATION AVEC LES ONG
18	CONTACTS

Le Nicaragua, vue d'ensemble



129 / 186

Indice de développement humain en 2013

5 848 650

Population

6,3 / 1 000

Taux de mortalité

PIB/habitant (PPA)

4 500 USD

Taux d'accroissement de la population

1,02 %

Taux d'urbanisation

2 %

73

18,4 / 1 000

Taux de natalité

20 / 1 000

Mortalité infantile

Enfants/femme

1,99

Espérance de vie
à la naissance

78 %

Taux d'alphabétisation

24,2

Moyenne d'âge de la population

130 370 km²

Superficie

AMÉRIQUE CENTRALE

■ Intervention de la Coopération luxembourgeoise

★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Managua, Nicaragua



La Coopération luxembourgeoise au développement : **Stratégies & principes**

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux – avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Ces actions s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre – d'ici 2015 – des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ainsi, les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle et le développement local intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise poursuit une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires. Six des dix pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise se situent en Afrique subsaharienne. La coopération avec ces pays se distingue par un sens aigu du partenariat avec les autorités et les collectivités. Cet esprit de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point de programmes pluriannuels de coopération, les PIC (Programmes indicatifs de Coopération). La concentration géographique de la Coopération luxembourgeoise prend en compte l'indice du développement humain du PNUD ainsi que des considérations relatives à l'approche régionale et aux situations de fragilité.

En termes d'Aide publique au Développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0.7% de leur revenu national brut (RNB) à la coopération au développement. En 2012, l'APD s'est élevée à 310 millions EUR, soit 1.00% du

RNB. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'appui aux programmes et de la coopération avec les ONG de développement.

L'aide publique au développement du Luxembourg comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire qui permet de répondre primordialement sous forme d'aide d'urgence en cas de catastrophes humanitaires, catastrophes naturelles ou conflits violents. L'action humanitaire comprend également un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition », entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans la discussion, la définition et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide internationale au développement. Elle a fait siennes les conclusions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle) et du Programme d'action d'Accra.

La politique du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'action humanitaire se caractérise par un effort constant et progressif, tant en quantité qu'en qualité, au bénéfice des populations les plus démunies. Elle est l'expression d'une solidarité internationale affirmée et confirmée et constitue, en tant que telle, un important vecteur de l'action extérieure du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

La Coopération luxembourgeoise au Nicaragua

Le début des relations de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Nicaragua datent des années 1990 et se sont continuellement développées depuis. En 2000, un Accord général de Coopération a été signé, fixant le cadre général des relations de coopération et en 2007, un bureau de la Coopération luxembourgeoise a ouvert ses portes à Managua, qui a acquis le statut d'Ambassade en février 2008. L'Ambassadeur non résident est basé aux États-Unis.

Le premier Programme indicatif de Coopération (PIC) (2003-2006), doté d'un budget de 23 millions EUR, répondait à la stratégie de lutte contre la pauvreté que le gouvernement nicaraguayen avait élaborée en 2001 dans le cadre de l'initiative « Pays pauvres très endettés » menée par les institutions de Bretton Woods. Cette stratégie a été opérationnalisée à travers un plan national du développement qui accordait la priorité à l'éducation, au renforcement des ressources humaines, à la santé de base ainsi qu'à l'accès à l'eau et à l'assainissement. Les interventions financées par la Coopération luxembourgeoise dans le cadre du premier PIC s'alignaient sur les priorités de ce plan.

Le deuxième PIC (2007-2010), signé fin 2006 pour un budget de 31,6 millions EUR, avait l'ambition de contribuer à la réduction de la pauvreté et de favoriser le développement durable du Nicaragua. Il était guidé par la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et par les priorités du premier plan national de développement humain 2008-2012 du Nicaragua. Les secteurs d'intervention étaient le tourisme, la santé, la formation professionnelle ainsi que l'eau et l'assainissement. Les thèmes transversaux tels que la bonne gouvernance, la démocratie participative, la décentralisation et la citoyenneté, d'une part, l'environnement et le genre, d'autre part, étaient intégrés au PIC 2007-2010 à divers degrés.

Le troisième PIC (2011-2014), signé en avril 2011, est doté d'un budget de 35 millions EUR. Il est le fruit d'un processus itératif qui, de septembre 2010 à mars 2011, a mobilisé les ministères techniques du gouvernement nicaraguayen, le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAE) et le Bureau régional de LuxDev. L'enveloppe financière se partage entre les projets hérités du PIC II (35%) et de nouveaux projets (65%) conformes aux priorités du Plan national 2008-2012 pour le développement humain et aux stratégies sectorielles nationales lorsqu'elles existent (dans le domaine de la santé et du tourisme notamment).

Le PIC III maintient les orientations du PIC précédent dans les secteurs du tourisme, de la santé, de la formation professionnelle tout en se retirant progressivement du secteur de l'eau et de l'assainissement. L'appui à la société civile se poursuit à travers deux fonds communs et par l'intermédiaire d'ASOMIF, l'institution faîtière de microfinance nicaraguayenne avec laquelle nous collaborons de longue date.

La coopération multilatérale (10%) est complémentaire au volet bilatéral, notamment en matière de santé, avec l'appui à un programme conjoint des principales agences multilatérales actives dans ce domaine. Ce programme a l'ambition de contribuer à la réalisation des OMD liés à la santé dans les départements de Nueva Segovia, Chontales et la Région Autonome de l'Atlantique Sud.

Le PIC III introduit de nouvelles initiatives conformes aux recommandations de la revue à mi-parcours du PIC II en instaurant une transition souple et progressive de l'approche projet à l'approche sectorielle.

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Code	Titre	Exécution	Secteur	Budget total
2005-2012	NIC/016	Transfusion sanguine au Nicaragua	LuxDev	Santé	7 422 000 EUR
2007-2013	NIC/018	Formation Hôtelière - Phase II	LuxDev	Formation professionnelle	4 884 380 EUR
2007-2011	NIC/020	Appui intégré aux SILAIS (Phase II)	LuxDev	Santé	8 310 000 EUR
2008-2012	NIC/021	Programme d'Eau potable et d'Assainissement à Nueva Segovia, Madriz et Estelí	LuxDev	Eau & Assainissement	8 000 000 EUR
2007-2011	NIC/022	Route du Café	LuxDev	Développement local	4 500 000 EUR
2009-2014	NIC/023	Amélioration des Compétences professionnelles et techniques au Niveau national	LuxDev	Formation professionnelle	5 000 000 EUR
2011-2015	NIC/024	Route du Café (phase II)	LuxDev	Développement local	6 000 000 EUR
2012-2014	NIC/025	Appui intégré au Secteur Santé	LuxDev	Santé	10 000 000 EUR
2014-2017	NIC/026	Renforcement institutionnel de la Formation professionnelle en Hôtellerie et Tourisme	LuxDev	Formation professionnelle	4 500 000 EUR
2011-2014	-	Renforcement des Institutions de Microfinance affiliées à ASOMIF au Nicaragua	ASOMIF	Microfinance	778 697 EUR
2011-2014	-	Fonds commun pour la Gouvernance	IBIS	Appui à la société civile	993 995 EUR
2011-2013	-	Fonds pour l'Équité et les Droits reproductifs	IVOS	Appui à la société civile	1 000 000 EUR

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Secteur	Budget total
2013-2015	Programme conjoint des N.U. pour l'atteinte des OMD 4&5 au Nicaragua	PNUD	Santé	3 000 000 EUR
2013-2016	E-regulations / tramitesNicaragua.org	PNUD	Services et institutions de soutien commerciaux	310 697 EUR

3. ONG

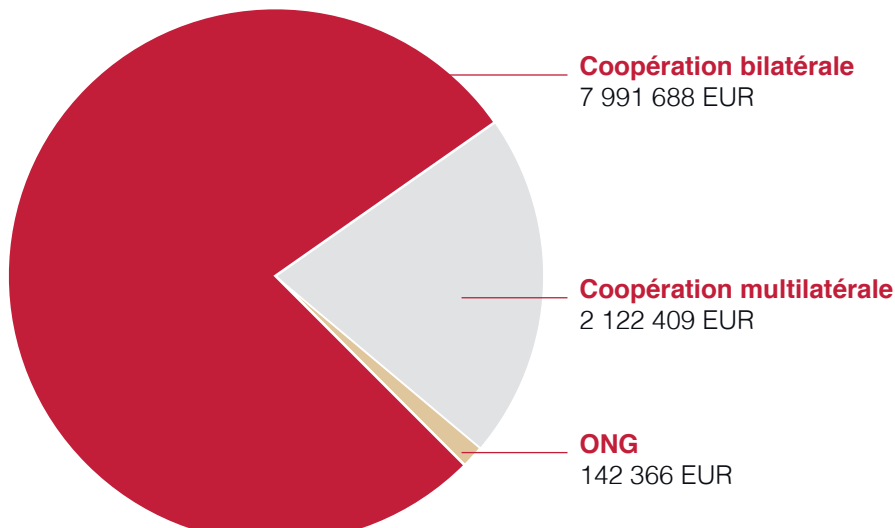
Durée	Titre	ONG	Budget total
2011-2014	Développement durable auprès de 120 familles des communautés del Pajaro, Brisas Central et Babaska de la municipalité de Rancho grande 2 ^e phase, Matagalpa, Nicaragua	Association Solidarité Luxembourg - Nicaragua	67 500 EUR
2011-2014	Prise en charge des enfants et jeunes filles de la rue toxicomanes, abusés sexuellement et vivant dans les quartiers à haut risque à Managua, Nicaragua	Terre des Hommes	248 301 EUR
2013	Renforcement des capacités de l'ONG nicaraguayenne Vision Inclusiva dans le cadre de son processus d'autonomisation	Handicap International Luxembourg	6 400 EUR
2011-2013	Renforcement des organisations communautaires et de leur fonds de crédit dans 26 villages (Chinandega)	Caritas	180 000 EUR
2011-2015	Cantera – Renforcement des commune rurales - Caritas	Caritas	140 000 EUR
2011-2014	Fermiers produisent de manière durable et protègent leurs ressources (Caritas Jinotega)	Caritas	80 000 EUR
2012-2014	Consolider les capacités institutionnelles du consortium PRODESSA, ADDAC et ADAA/UCA dans l'accompagnement des processus de renforcement économique, social et de lobbying de la population rurale de 3 micro-bassins du département de Matagalpa au Nicaragua	Frères des Hommes	72 000 EUR

3. ONG (suite)

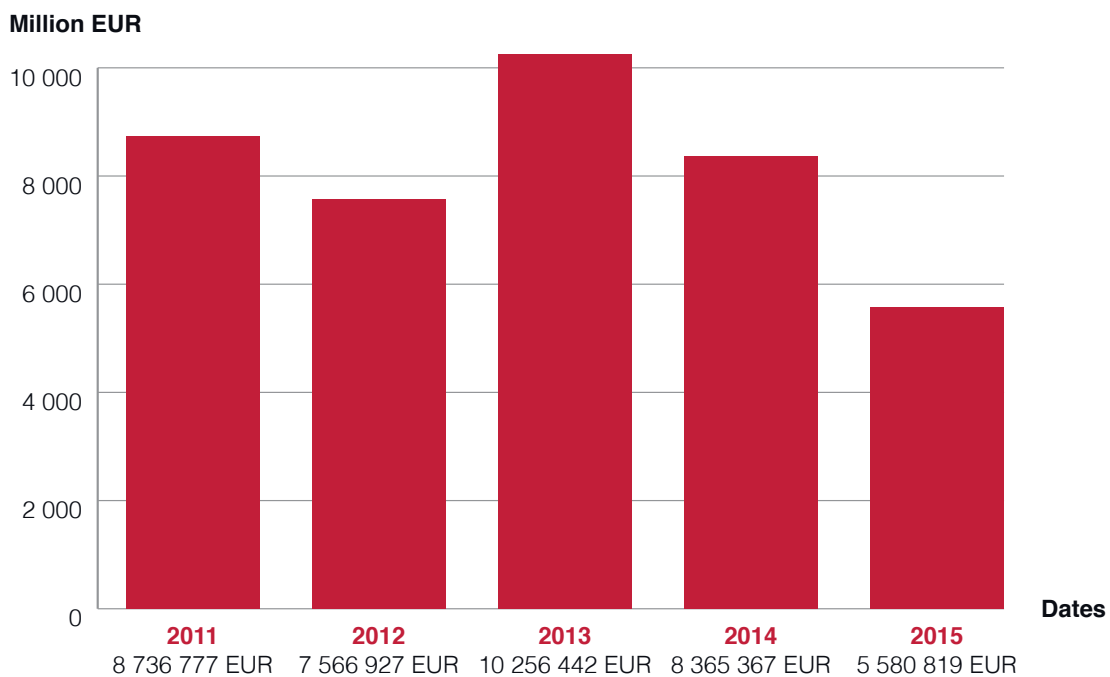
Durée	Titre	ONG	Budget total
2010-2013	Prévention des complications dues au diabète : Renforcement du Plan National des Maladies Chroniques dans la détection et la prise en charge du diabète et de l'hypertension artérielle	Handicap International Luxembourg	260 085 EUR
2014-2017	Promotion du contrôle du diabète et de l'hypertension artérielle dans deux départements du Nicaragua	Handicap International Luxembourg	269 040 EUR
2010-2012	Renforcement de l'autonomie financière de Casa Ave Maria et prévention de la consommation de drogue chez les fillettes et adolescentes de Masaya	Association Solidarité Luxembourg - Nicaragua	27 000 EUR

Projets clôturés

2013



Évolution de la mise en œuvre



Amélioration des Compétences professionnelles et techniques au Niveau national



2009-2014

NIC/023

La compétence professionnelle est un facteur clé de la réussite du développement social et économique d'un pays. Dans son programme de développement humain, le gouvernement nicaraguayen s'est fixé pour objectif d'accroître la compétence professionnelle des ressources humaines, élément qu'il considère primordial pour rendre le secteur de la production plus compétitif, améliorer la situation de l'économie, combattre l'exclusion et la pauvreté et renforcer la cohésion sociale.

Le projet vise à améliorer d'une manière durable l'employabilité des jeunes et des adultes.

Le Nicaragua devrait donc disposer d'un Système national des Qualifications et de la Formation professionnelle cohérent permettant d'identifier les compétences professionnelles dont le pays a besoin pour la production et l'emploi, de définir comment ces compétences seront acquises dans la formation, de reconnaître les qualifications déjà acquises par l'expérience en milieu de travail et enfin, de certifier et de valider de telles compétences.

Le présent projet se propose de reprendre l'expérience réussie de l'École nationale d'Hôtellerie et

▼ Qualifications professionnelles en hôtellerie et tourisme



de Tourisme (ENAH) dans le domaine de la formation professionnelle et de l'acquisition de compétences et de l'étendre aux sous-secteurs de la soudure, de l'électricité/électronique et des énergies renouvelables où le manque de main d'œuvre qualifiée est criant.

Le projet fournit un appui institutionnel à l'Institut national des Technologies (INATEC) au niveau central et décentralisé afin que celui-ci évolue dans un contexte institutionnel favorable à l'accomplissement de ses fonctions et propice à la mise en place et à la consolidation du modèle de formation professionnelle.

La structure opérationnelle de l'INATEC devra définir les qualifications professionnelles et le catalogue des modules de formation correspondant et elle devra concevoir le système d'évaluation, de reconnaissance et de certification des compétences. L'offre de formation professionnelle sera renforcée dans les trois sous-secteurs, notamment au sein de Centres de formation de référence.

La mise en place d'un Système de Gestion de la Qualité au sein des établissements de référence permettra de renforcer les relations avec les entreprises et, en conséquence, de développer de nouveaux concepts de formation. Ceux-ci viseront à répondre à la demande, tout en améliorant l'assimilation technologique, les relations intra et extra institutionnelles, la gestion des établissements, le processus d'enseignement-apprentissage, etc.

Les centres de formation de référence devront obtenir la certification ISO 9001.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise:
5 000 000 EUR

Route du Café - Phase II : Développement touristique local durable



2011-2015

NIC/024

Dans le cadre des processus de développement économique local promus par le gouvernement du Nicaragua et dans lesquels le tourisme présente un fort potentiel de développement territorial durable, ce projet constitue la deuxième phase du programme de développement touristique régional de la Route du Café qui s'inscrit dans la stratégie nationale Routes touristiques du Nicaragua mise en œuvre par l'Institut nicaraguayen du Tourisme (INTUR).

Cette action a permis de renforcer les acquis de la première phase du projet dans les domaines de l'organisation sectorielle, de la planification touristique territoriale, de la qualité de l'offre et de la formation professionnelle, du développement des Très petites et petites entreprises (TPE et PME) et de la promotion-commercialisation de nouveaux produits touristiques.

Cette deuxième phase a aussi permis de travailler avec les institutions nationales et le secteur privé organisé sur des aspects transversaux du secteur tourisme: (i) le développement durable avec la

prise en compte de l'environnement et du changement climatique et (ii) l'égalité de genre. Dans les deux cas, des projets pilotes de stratégies institutionnelles (INTUR) sont en cours de validation.

En 2013 et 2014, le projet a surtout contribué à la mise en place de modèles innovants d'alliances stratégiques et de gestion mixte public-privé avec, dans tous les cas, le renforcement des réseaux de PME touristiques, thématiques (tourisme de nature, tourisme culturel, tourisme rural, etc.) et territoriaux, par le biais des circuits touristiques de la Route du Café.

Des conventions tripartites associent par exemple le secteur public (institutions et municipalités), le secteur privé (associations professionnelles, réseaux et coopératives) et des partenaires de développement experts afin de renforcer la qualité, la diversité et la spécialisation de l'offre touristique de la Route du Café.

LuxDev est également engagée depuis 2012 dans la mise en œuvre d'un projet en coopération déléguée pour le compte de l'Union européenne et portant un appui au développement de la Route coloniale et des Volcans (RCV). Ce projet est doté d'un budget total de 8 275 000 EUR qui sont apportés par l'Union européenne et le gouvernement du Nicaragua.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
6 000 000 EUR



◀ Industrie agro-alimentaire : élaboration de « rosquillas » à Somoto, Madriz



Appui intégré au Secteur de la Santé

2012-2014

NIC/025

Depuis 1997, les interventions luxembourgeoises dans le domaine de la santé au Nicaragua se sont matérialisées dans plusieurs projets, parmi lesquels l'Appui à la Transfusion sanguine et l'Appui intégré au Système local d'Attention intégrale en Santé (SILAIS) de Masaya, Carazo et Rivas.

L'objectif global de ce programme est de renforcer l'accès universel aux soins de santé, la qualité de la prise en charge et la gestion des réseaux des services du Système national de Santé du Nicaragua.

Ce programme, qui se réfère directement au second objectif stratégique du Plan quinquennal de Santé 2011-2015 du pays, s'articule autour de trois axes d'intervention directement liés à l'objectif global :

- contribution au Fonds commun multi-bailleurs pour le secteur santé ;
- appui aux Systèmes locaux d'Attention intégrale en Santé de Jinotega et Matagalpa ;
- mise en œuvre du Système national de Médecine transfusionnelle.

Dans cette phase du programme, les efforts portent principalement sur l'offre de services, un choix justifié au regard des profonds écarts en matière de qualité que l'on observe d'une zone à l'autre. L'une des réussites les plus importantes est d'être parvenu à incorporer l'approche risque et vulnérabilité dans les interventions auprès des populations les plus démunies et dans les zones les plus pauvres.

Des études sur le renforcement des capacités, les ressources humaines et une meilleure prise en compte du genre sont en cours. Elles fourniront des pistes solides pour que cette approche soit mieux intégrée dans la mise en œuvre du Modèle de Santé familiale et communautaire et que les professionnels de la santé l'applique au quotidien.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
10 000 000 EUR



◀ Tradipraticiens à Raiti

Renforcement institutionnel de la Formation professionnelle en Hôtellerie et Tourisme (Casa Luxemburgo à Pochomil)



2014-2017

NIC/026

Le projet a pour objectif de contribuer au développement humain au Nicaragua par le biais du développement des compétences professionnelles dans le secteur de l'Hôtellerie et du Tourisme. Le projet a démarré au mois de mars 2014 et il favorisera une insertion professionnelle de qualité pour les jeunes et les personnes exerçant une activité dans ce secteur porteur de l'économie. Il permettra aussi de renforcer les entreprises en satisfaisant leurs demandes de formation pour leurs ressources humaines. Le projet fait partie intégrante du programme de la Coopération luxembourgeoise dans le secteur de l'éducation technique et la formation professionnelle.

Le tourisme est aujourd'hui le quatrième secteur générateur de revenus pour le Nicaragua et il présente des perspectives de développement notamment au fur et à mesure que le projet du canal interocéanique prendra forme.

Le projet s'appuie sur les précédentes interventions (construction de l'École nationale d'Hô-

tellerie et développement des compétences professionnelles pour le secteur) et s'attache à reproduire les acquis sur l'ensemble du sous-secteur au Nicaragua.

Un dispositif pilote de travail sera développé pour le sous-secteur au sein de l'INATEC dans le cadre du processus de changement organisationnel visant à améliorer la réponse aux demandes du secteur productif.

La rénovation et la mise en service de l'Hôtel École «Casa Luxemburgo» et des «classes décentralisées» permettra de compléter le travail de l'ENAH avec la mise à disposition d'infrastructures au niveau national en répondant aussi mieux aux besoins des régions.

Le défi qui consiste à améliorer les relations avec le secteur productif et d'autres institutions nicaraguayennes implique la nécessité de conclure une alliance public-privé pour valoriser et thésauriser les compétences des parties concernées. Le projet appuiera les efforts de professionnalisation des relations avec le secteur productif, la définition et mise en œuvre d'un dispositif de définition des compétences requises et l'amélioration de la concertation publique-privée.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 4 500 000 EUR



◀ Hotel Escuela Casa Luxemburgo, Pochomil

ASOMIF – Appui au Développement de la Microfinance



2011-2014

Ce projet est mis en œuvre par l'Association nicaraguayenne des Institutions de Microfinance (ASOMIF). Il vise à promouvoir une finance inclusive et à dynamiser le secteur de la microfinance au Nicaragua en vue de son autosuffisance et d'une diversification de ses produits dans la durée. Ceci afin de permettre un accès de qualité à la population nicaraguayenne exclue du système bancaire classique.

Le projet intervient sur quatre axes distincts :

- macro : favoriser l'émergence d'un environnement favorable à une microfinance professionnelle et pérenne à travers une révision de la loi sur la microfinance et l'appui à la CONAMI, Commission nationale de Surveillance du Secteur ;
- méso : renforcer ASOMIF afin de lui donner le rôle de chef de file dans le développement du secteur ;
- micro : renforcer les instituts de microfinance (IMF) adhérant aux bonnes pratiques de l'industrie et ayant une perspective d'autosuffisance en les formant dans les meilleurs pratiques de gestion et en leur facilitant l'accès à des financements durables ;
- développer
 - des nouveaux outils de gestion pour les IMFs comme des outils comptables informatisés et des systèmes de gestion intégrés,
 - des nouveaux produits financiers adaptés au marché local comme les crédits ruraux, la microassurance ou encore la micropension.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
778 697 EUR

ONE UN



2012-2015

Programme d'Appui à la Stratégie nationale de Réalisation des OMD 4 et 5 dans le secteur de la santé au Nicaragua

Ce programme conjoint qui regroupe le PNUD, l'OPS, l'UNICEF et le FNUAP vise à contribuer à l'accélération de la mise en œuvre des OMD 4 et 5 dans les communautés rurales autochtones et afro-descendantes des départements de Nueva Segovia, Chontales et la Région Autonome du Sud (RAAS) en mettant l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires des systèmes locaux d'attention complète de santé (SILAIS) sélectionnés et ceci par le biais de trois axes principaux :

- le renforcement des compétences de gestion pour la mise en œuvre des interventions transversales des réseaux intégrés de services de santé, en mettant l'accent sur les mères, nouveau-nés, enfants et adolescents ;
- la formation du personnel de manière à pouvoir offrir des soins de santé complets aux personnes de tout âge en se concentrant sur la prévention, les soins prénataux, les accouchements, la santé maternelle et néonatale et la santé sexuelle et reproductive ;
- l'amélioration des systèmes d'information afin que les réseaux communautaires en appui à la santé des enfants, des femmes et des adolescents disposent des informations, des compétences et des espaces nécessaires à leur participation à la gestion de la santé.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 000 000 EUR

E-Regulations / tramitesNicaragua.org

L'objectif de ce projet est de réduire la complexité des formalités administratives pour les entreprises, en particulier pour les micros et petites entreprises (MPE) et améliorer la gouvernance administrative en :

- renforçant les mécanismes de promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) pour améliorer l'efficacité des services publics ;
- institutionnalisant le portail tramitesNicaragua.org comme mécanisme officiel pour la facilitation et la simplification de l'enregistrement des entreprises ;
- promouvant l'utilisation de tramitesNicaragua.org pour faciliter le commerce extérieur et les investissements ;
- favorisant la formalisation des entreprises et des emplois informels et encourager le paiement des contributions obligatoires ;
- facilitant l'investissement national et étranger dans des activités génératrices d'emplois et de revenus.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
310 697 EUR

Fonds de Financement de la Société civile

2011-2014

La Coopération luxembourgeoise au Nicaragua participe actuellement à deux Fonds multibailleurs de financement de la société civile nicaraguayenne

Le Fonds de la bonne gouvernance dont l'objectif est de contribuer à la construction de la bonne gouvernance démocratique, en améliorant les résultats du dialogue entre l'État et la société civile à partir d'un renforcement des capacités de la société civile pour articuler, proposer et lancer des initiatives qui influencent la gestion publique et l'agenda national au niveau local et national.

Le Fonds d'Appui au Genre et aux Droits reproductifs et sexuels dont l'objectif est d'appuyer ainsi que de renforcer les capacités de la

société civile nicaraguayenne en matière d'équité de genre, de droits reproductifs et sexuels. Les ONG nicaraguayennes ont une longue tradition et expérience dans ces domaines liés au développement humain et à la recherche d'une meilleure qualité de vie. Le fonds appuie leurs activités qui se rapportent, entre autres, à la santé et à l'autonomisation des femmes, à l'éducation sexuelle et à la prévention du VIH/SIDA.

La contribution totale de la Coopération luxembourgeoise à ces deux fonds est de 1 800 000 EUR

Projets de Coopération des ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, Caritas a actuellement quatre projets en cours portant sur le développement rural pour un montant total de 400 000 EUR à charge du MAE.

Handicap International Luxembourg a lancé trois projets en matière de prévention des complications dues au diabète, de renforcement des capacités de l'ONG nicaraguayenne Vision Inclusiva dans le cadre de son processus d'autonomisation ainsi que sur la promotion du contrôle du diabète et de l'hypertension artérielle pour un montant total de 535 524,63 EUR.

Frères des Hommes finance un projet destiné à consolider les capacités institutionnelles du consortium PRODESSA, ADDAC et ADAU/UCA dans l'accompagnement des processus de renforcement économique, social et de lobbying de la population rurale de trois micro-bassins du département de Matagalpa au Nicaragua pour un montant de 72 000 EUR.

Avec un taux de cofinancement de 80 %, l'appui de la Coopération luxembourgeoise s'élève à 1 007 524 EUR.

Parmi les ONG sous l'instrument de cofinancement, l'Association Solidarité Luxembourg-Nicaragua a investi dans un projet de développement durable auprès de 120 familles pour un montant total de 67 500 EUR ainsi que dans un projet de renforcement de l'autonomie financière de Casa Ave Maria et de prévention de la consommation de drogue chez les fillettes et adolescentes de Masaya pour un montant de 27 000 EUR.

Terres Des Hommes a lancé un programme pour un montant de 248 301 EUR portant sur la prise en charge des enfants et des jeunes filles vivant dans la rue ou dans les quartiers à hauts risques, ainsi que des toxicomanes ou jeunes filles abusées sexuellement.

Avec un taux de cofinancement de 75 %, l'appui de la Coopération luxembourgeoise s'élève à 342 801 EUR.



Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Managua, Nicaragua

Jean-Louis Wolzfeld

Ambassadeur non résident

2200, Massachusetts Avenue N. W.
WASHINGTON D.C. 20008
USA

Email: washington.amb@mae.etat.lu
Tel: (+ +1 -202) 265 4171/72
Fax: (+ +1 -202) 328 8270

Thierry Lippert

Chargé d'Affaires a.i.

Bolonia, del Hospital Militar 1c. al Norte
1 ½c. al Oeste (Hotel Maracas Inn)
AP 969
Managua, NICARAGUA

Email: thierry.lippert@mae.etat.lu
Tel: (505) 2268 1881
Fax: (505) 2266 7965

Direction de la coopération au développe- ment et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Jean-Marc Lentz

Chargé de programme, Desk Nicaragua

6, rue de la Congrégation
L - 1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: jean-marc.lentz@mae.etat.lu
Tel: (352) 247 82 448
Fax: (352) 46 38 42

LuxDev Managua

Pascal Rossignol

Représentant régional pour le Nicaragua

Bureau régional de Managua

Bolonia, del Hospital Militar 1c. al Norte
1 ½c. al Oeste (Hotel Maracas Inn)
Managua, NICARAGUA

Email: rossignol@luxdev.lu
Tel/Fax: (505) 2266 8347

LuxDev Siège

Guirec Halflants

Conseiller géographique Nicaragua

LuxDev

10, rue de la Grève
BP 2273
L-1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: halfflants@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 232
Fax: (352) 29 58 58 200





Coopération luxembourgeoise